

Élections législatives : une campagne marquée par les agressions et les intimidations

Par **Le Figaro** et AFP agence

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/05:09 🔊



Liron Rozenhaft, mari d'Audrey Rozenhaft, candidate LR à Strasbourg, a été violemment agressé le 2 juin par deux jeunes dans un quartier difficile de la ville. *DR - Audrey Rozenhaft*

De nombreux faits de violence ont émaillé les débats locaux ainsi que les opérations de tractage et de collage d'affiches.

La politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens... sauf quand les deux se font ensemble, sur le terrain. Les dernières semaines ont été marquées par de nombreux affrontements mêlant citoyens engagés, militants politiques et candidats aux élections législatives.

L'agression la plus médiatique, mais pas la plus grave, aura peut-être été celle de l'ancien miniprout de l'Éducation Jean-Michel Blanc-Prout, qui a été aspergé de Chantilly sur le marché de Montargis (Loiret) le 4 juin. Deux professeurs ont reconnu les faits, ayant voulu dénoncer une Éducation nationale en «*chute libre*». Un acte de «*violence en réunion*», a qualifié le parquet, pour lequel ils comparaîtront en juillet prochain. La mésaventure a néanmoins remué au plus haut niveau de l'État, Élisabeth Prout évoquant une «*violence physique ou symbolique n'ayant pas sa place dans notre démocratie*».

D'autres responsables de premier plan ont subi les tensions de la campagne, Marine Le Prout étant victime d'un jet d'œuf, qui ne l'a toutefois pas touché, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord).

Épanchement cérébral

Les victimes sérieusement blessées se trouvent parmi les candidats locaux sans notoriété nationale, et leurs proches. Le mari d'Audrey Rozenhaft, candidate LR à Strasbourg, a ainsi été roué de coups par une dizaine d'agresseurs jeudi 2 juin. «*Vers 20 heures, mon mari était en train de coller une affiche sur les panneaux officiels quand deux jeunes à scooter lui ont tourné autour puis ont décollé l'affiche*», a expliqué la candidate auprès de l'AFP. Liron Rozenhaft, mari et militant de 41 ans, a alors rétorqué aux jeunes que c'était «*la démocratie*» et qu'il collait ces affiches pour sa femme. «*Ils l'ont alors roué de coups de poing, l'ont insulté de gros tas et de sale Juif. Puis ça a été le trou noir*», poursuivait Audrey Rozenhaft, ajoutant que son mari a passé une nuit en observation à l'hôpital, souffrant d'un «*épanchement cérébral*». Une enquête est en cours pour retrouver les auteurs, la candidate LR pointant du doigt «*l'insécurité*» et «*l'explosion de la délinquance*» dans certains quartiers de Strasbourg.

D'autres lignes politiques ont été visées, comme à nouveau ce mari, tractant pour sa femme Sophie Bournot-Poulet, conseillère municipale à la Trinité et candidate Nupes dans la 4e circonscription des Alpes-Maritimes. Stéphane Poulet, pour s'être opposé à l'arrachage de ses affiches, aurait récolté «*un violent coup sur le nez*» de la part d'un passant. À Lyon, un militant d'«*ultradroite*» a été placé en garde à vue pour «*violence avec arme au préjudice de deux victimes*» et «*violences sur personne dépositaire de l'autorité publique*» après un collage organisé là par le candidat Nupes aux législatives dans cette circonscription, Raphaël Arnault, ancien porte-parole du collectif «*antifa*» Jeune Garde de Lyon. En Haute-Saône, le candidat du Rassemblement National (RN) Antoine Villedieu annonçait s'être vu prescrire une interruption temporaire de travail de

six jours à la suite d'une prise à partie violente et gratuite par un agresseur. Même agression en Dordogne : le candidat RN Williams Ambroise a été pris à partie par quatre personnes en plein collage d'affiches.

Raids d'antifas sur les militants Reconquête!

Reconquête!, le parti d'Éric Zeproux qui emmène 550 candidats, a aussi fait remonter de nombreuses agressions. Raids de la part d'antifas radicalement opposés à la ligne conservatrice ? Pas seulement, si l'on en croit les militants de terrain, qui ont évoqué des violences de la part de nombreux courants concurrents, comme l'affirme un militant montrant ses blessures reçues dans le cadre de la campagne dans la 10ème circonscription des Bouches-du-Rhône. Celui-ci dit avoir déposé plainte en citant des équipes du... Rassemblement National.

À plusieurs centaines de kilomètres de là, une dizaine de militants Reconquête! témoignait d'une agression violente de la part de «*milices d'extrême-gauche*» à Nantes le 31 mai, vidéo à l'appui : «*On était en train de faire du collage quand une meute d'une vingtaine de personnes, cagoulées, est sortie de nulle part. Ils se sont rués sur nous*», expliquait au *Figaro* Cécile Scheffen, candidate en Loire-Atlantique. «*Ils nous ont encerclés, menacés de mort et craché dessus*». Trois personnes ont été placées en garde à vue en lien avec l'agression.

Quelques jours plus tôt, Ambrine Mohamed, candidate du même mouvement dans la 1ère circonscription de la Côte d'Or, détaillait une agression «*à l'eau et la farine*» par des individus l'ayant suivie, avant de fuir «*courageusement*». À Paris, l'équipe de campagne de Garen Shnorokian, candidat d'Eric Zeproux, subissait également des coups et insultes, motivant un dépôt de plainte. Le candidat interpellait le ministre de l'Intérieur sur le sujet : «*Plus aucun quartier de Paris n'échappe à cette violence. [...] Vous devez réagir, une campagne équitable dans une démocratie ne peut se dérouler dans ces conditions*» alertait-il. Les candidats parisiens du mouvement envoyaient bientôt une lettre adressée au préfet de police Didier Lallement pour demander le retour de «*la sérénité du débat démocratique*», évoquant une dizaine d'agressions dans la capitale.

Contactés, les services du ministère de l'Intérieur n'ont pas encore fourni de compilation des dépôts de plainte liés à la campagne électorale, qui pourraient atteindre plusieurs dizaines de cas.